



RAPPORT ANNUEL SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI

2024

Déposé à la séance ordinaire du conseil municipal du 2 juin 2025

Table des matières

PRÉAMBULE	3
OBJET	3
LE RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE.....	3
CONTRATS OCTROYÉS PAR LA MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI	4
LISTE DES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$	4
LES MODES DE SOLlicitATION.....	4
Contrats dont la dépense est inférieure à 25 000 \$	4
Contrats dont la dépense est supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public	5
Contrats dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres.....	5
FORMATION.....	5
PLAINTÉ.....	5
CONCLUSION	5

PRÉAMBULE

Sanctionnée le 16 juin 2017, la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter, à ce titre, leur autonomie et leurs pouvoirs*, permet, depuis le 1er janvier 2018, à une municipalité de prévoir les règles régissant la passation de ses contrats dont le montant de la dépense est de 25 000\$ et plus, mais inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public (AOP).

L'article 938.1.2 du Code municipal du Québec (C.M.) exige, par ailleurs, que des règles à cet effet soient prévues au Règlement de gestion contractuelle (RGC) de la municipalité

Conformément à l'article 938.1.2 du C.M., la Municipalité doit présenter annuellement un rapport concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle.

OBJET

Ce rapport a pour principal objectif de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la Municipalité en renseignant les citoyens sur l'application des mesures prévues à son règlement sur la gestion contractuelle.

LE RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

En vertu de l'article 278 de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, la Municipalité de Val-Joli a adopté le 2 mars 2020 le règlement numéro 2020-01 portant sur la gestion contractuelle. Depuis l'adoption de ce règlement la municipalité a adopté le règlement 2021-07 qui modifie le règlement 2020-01 en ajoutant l'article 42 : « **Mesures visant à favoriser les biens et les services québécois et les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec**

Dans le cadre des appels d'offres publics effectués par la Municipalité de Val-Joli, celle-ci s'est assurée d'appliquer et de faire respecter les énoncés de son Règlement de gestion contractuelle soit :

- i. des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire, ou l'un de ses représentants, n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but d'influencer, avec un membre du comité de sélection relativement à la demande de soumission pour laquelle il a présenté une soumission;
- ii. des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le trucage des offres;
- iii. des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et du Code de déontologie des lobbyistes;
- iv. des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;
- v. des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;
- vi. des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demande de soumission et de la gestion du contrat qui en résulte;
- vii. des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

CONTRATS OCTROYÉS PAR LA MUNICIPALITÉ DE VAL-JOLI

Liste des Contrats de plus de 25 000\$

Fournisseur et objet du contrat	Mode de passation du contrat	Coût 2024 incluant taxes	Autres informations
<u>Archives Lanaudière</u> : Fourniture et installation d'enseignes d'entrée de ville	De gré à gré	25 095.16\$	Spécialiste en gestion des archives. Le coût inclue les demandes ponctuelles pendant les travaux.
<u>Eurovia</u> Pavage des approches du rang 10 et du rang 11	Sur invitation	60 239.31\$	2 soumissions. Choix du matériel de la municipalité pour asphalte flexible.
<u>Régie intermunicipale sanitaire des Hameaux</u> :	Entente intermunicipale	62 665.72	
FQM Assurances		31088.19\$	Contrat d'assurances
Raymond Chabot Grant Thornton	De gré à gré	31 733.09 \$	Contrat renouvelé par résolution et travaux supplémentaires.
<u>Valoris</u> Enfouissement des matières résiduelles	De gré à gré	39 743.24\$	Proximité du lieu d'enfouissement et fournisseur du transporteur
Urbatek, services d'inspection et urbanisme	De gré à gré	74 085.72\$	Selon les heures et services facturés.
<u>9207-1547 Québec inc-Excavation Michel Marcotte</u> Fourniture de matériel granulaire pour divers projets et Fourniture de pelle pour travaux de ponceaux ou de creusage de fossés.	De gré à gré	83 814.90\$	Le conseil autorise l'achat de matériaux granulaires au fournisseur le plus proche du projet ou selon le type de granulométrie requise.

LES MODES DE SOLLICITATION

La Municipalité peut conclure des contrats selon les trois principaux modes de sollicitation possibles: le contrat conclu de gré à gré; le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation auprès d'au moins deux fournisseurs; ou le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres public.

Pour déterminer le mode de sollicitation à utiliser, l'organisme municipal tient compte de l'estimation de la dépense du contrat qu'il désire octroyer ainsi que des dispositions législatives et règlementaires à cet égard. Il est à noter que la Municipalité ne peut pas diviser un contrat en plusieurs contrats en semblable matière, sauf si cette division est justifiée par des motifs de saine administration ou si un contrat est nécessaire dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles.

Contrats dont la dépense est inférieure à 25 000 \$

Le Règlement de gestion contractuelle ne prévoit aucune règle spécifique à ce type de contrat.

Contrats dont la dépense est supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public

La Municipalité a prévu des règles de passation des contrats qui comportent une dépense supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public dans son règlement sur la gestion contractuelle (RGC) soit de gré à gré, par demande de prix, sur invitation écrite et par appel d'offres public.

Contrats dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres

La Municipalité doit passer par une demande de soumissions publique afin d'octroyer un contrat dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres public. La Municipalité doit alors respecter des délais minimaux de réception des soumissions de 15 jours ou de 30 jours et ouvrir les demandes de soumissions à certains territoires, selon ce qui est prévu dans le règlement ministériel fixant les valeurs de seuils et les délais minimaux de réception des soumissions.

FORMATION

La directrice générale greffière trésorière a suivi divers webinaires et formations en 2024 afin de parfaire ses connaissances sur les sujets suivants en lien avec la gestion contractuelle :

- Top 10 des erreurs les plus fréquentes lors des appels d'offres
- La jurisprudence récente en droit municipal
- Éthique et déontologie des employés municipaux
- Adjudication des contrats municipaux (formation C5 ADMQ)

Elle a aussi participé au Congrès de l'ADMQ et au Colloque de zone de l'ADMQ qui touchent divers sujets d'intérêt de la municipalité.

PLAINTES

Aucune plainte n'a été reçue concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle.

Aucune sanction n'a été appliquée concernant l'application du règlement de gestion contractuelle.

CONCLUSION

Les dirigeants et les administrateurs de la Municipalité de Val-Joli affirment avoir respecté les règles portant sur l'application de son Règlement numéro 2021-01 sur la gestion contractuelle à la Municipalité de Val-Joli.

Marie-Céline Corbeil

Directrice générale et greffière-trésorière

Déposé au Conseil municipal le 2 juin 2025